



**REPONSE À LA CONSULTATION DE
L'ARCEP RELATIVE AU CONTRÔLE
TARIFAIRE DE LA TERMINAISON
D'APPEL ET DU DEPART D'APPEL SUR
LES RESEAUX FIXES**



Début 2008, l'ARCEP a démarré le deuxième cycle d'analyse des marchés de la téléphonie fixe et dans le cadre de sa consultation publique sur cette analyse, a indiqué les obligations de contrôle tarifaire qu'elle envisageait d'imposer aux opérateurs puissants sur les marchés de la terminaison d'appel et du départ d'appel sur les réseaux fixes.

A ce titre, France Télécom aurait l'obligation d'orienter vers les coûts d'un opérateur efficace les tarifs de ses prestations de terminaison d'appel et de départ d'appel ; les opérateurs alternatifs auraient l'interdiction de pratiquer des tarifs excessifs.

Pour mettre en œuvre ces obligations, l'ARCEP envisage de définir sur la durée du cycle d'analyse un plafond que la terminaison d'appel ne devrait pas dépasser; elle consulte les acteurs sur ce projet et sur les éléments à prendre en compte dans la mise en place de ce contrôle tarifaire.

Bouygues Telecom souhaite, dans le cadre de cette consultation, exprimer sa position sur la mise en place de ces plafonds et apporter ses remarques sur les éléments de contrôle tarifaire retenus par l'Autorité.

1 Projets de régulation de la terminaison d'appel fixe

L'Autorité rappelle les positions du GRE et de la Commission européenne en faveur d'une convergence des tarifs de terminaisons d'appel pratiqués par les différents opérateurs :

- Position commune du GRE : le GRE considère que l'asymétrie des TA existant dans certains pays européen ne se justifie plus ; l'asymétrie comme soutien à l'entrée tardive sur le marché des opérateurs alternatifs, les économies d'échelle dont bénéficiait l'opérateur historique, ne seraient plus des raisons valables aujourd'hui pour maintenir un différentiel dans les terminaisons d'appel des opérateurs alternatifs. Pour le GRE, il n'existe pas de facteurs exogènes pouvant entraîner un coût plus élevé pour les opérateurs alternatifs.
- La Commission européenne s'est exprimée à plusieurs reprises dans le cadre d'avis rendus sur des notifications de projets de décision de régulation de la terminaison d'appel par les régulateurs européens en faveur d'une convergence des terminaison d'appel.

En complément de ces préconisations, l'ARCEP s'appuie sur les principes de prévisibilité et d'efficacité économique pour justifier la mise en place d'un plafond tarifaire et d'une période de transition vers la convergence des tarifs des prestations de terminaison d'appel des différents opérateurs.



Pour autant, l'Autorité réaffirme son souhait d'application d'une régulation différenciée de la terminaison d'appel de France Télécom et des opérateurs alternatifs :

- Orientation des tarifs vers les coûts d'un opérateur efficace pour France Télécom,
- Interdiction de pratiquer des tarifs excessifs pour les opérateurs alternatifs.

Cette différenciation dans la régulation imposée aux opérateurs ne semble pourtant pas devoir être reflétée dans les tarifs qui seront imposés : en effet, en ce qui concerne les opérateurs alternatifs, l'ARCEP indique d'une part, qu' « il n'est pas proportionné à ce stade de leur imposer une obligation d'orientation vers les coûts », et d'autre part qu'une transition doit être définie « pour faire converger les TA des opérateurs alternatifs vers le niveau de la terminaison d'un opérateur efficace ».

Les principaux arguments mis en avant par l'Autorité qui justifient à ses yeux une convergence des Terminaisons d'Appel à court terme nous semblent tous contestables :

Facteurs exogènes / Economies d'échelle

Selon l'Autorité, il n'existe pas de facteur exogène justifiant une différence de tarification de la terminaison d'appel. En particulier, les économies d'échelle dans les réseaux fixes sont difficiles à prouver, les choix d'adresser un marché ou une zone géographique dépendant de la stratégie de l'opérateur.

Bouygues Telecom considère qu'il existe des économies d'échelle dans les réseaux fixes et que ces économies d'échelle résultent de la nature même du marché de la téléphonie résidentielle. Le raisonnement selon lequel ces économies d'échelle ne peuvent être considérées comme un facteur exogène car les opérateurs alternatifs ont la possibilité de cibler les zones les plus rentables et donc atteindre rapidement de fortes économies d'échelles, nie la réalité du marché résidentiel.

En effet, ce marché présente d'importants coûts fixes en dehors des coûts de son réseau : coûts de R&D et de production des box, coût de communication auprès d'une clientèle grand public, coûts de distribution. Ces économies d'échelle contraignent les opérateurs entrants sur ce marché à rechercher une couverture nationale afin de maximiser les volumes produits. La fourniture du service à l'échelle nationale entraîne à l'entrée sur ce marché des coûts fixes importants et par conséquent des économies d'échelle significatives. Aucun acteur sur ce marché n'a pu se limiter à une stratégie locale et cela se vérifie à l'échelle européenne. Ces économies d'échelle résultent donc bien de conditions exogènes aux opérateurs alternatifs et propres au marché résidentiel.

Par ailleurs, étant donnée sa part de marché encore prédominante sur l'ensemble du marché de la téléphonie fixe, France Télécom bénéficie toujours sur les NRA dégroupés



d'une part de marché en moyenne très supérieure à celle des opérateurs alternatifs et par conséquent d'économies d'échelle significativement supérieures. Ces économies d'échelle perdureront aussi longtemps que France Télécom conservera une position aussi largement dominante sur le marché.

Cette position dominante s'est reproduite sur le marché du haut débit du fait de sa maîtrise de la boucle locale et de sa capacité d'investissement, mais également et surtout du fait de l'asymétrie d'information dont bénéficie France Télécom en matière de connaissance des clients raccordés à un NRA. En effet, la connaissance fine des clients du RTC sur chacun des NRA dont elle dispose lui permet de cibler sa prospection et son investissement. A contrario, L'opérateur alternatif ne dispose que d'une information générale sur l'empreinte géographique d'un NRA en achetant les cartes correspondantes à France Télécom. Dans ces conditions l'optimisation du coût fixe de son réseau de desserte et le ciblage de sa prospection est donc beaucoup plus aléatoire résultant dans des coûts de production supérieurs.

Incitation à l'efficacité :

L'Autorité considère que la symétrie des terminaisons d'appel permet d'inciter tous les opérateurs à tendre vers les coûts d'un opérateur efficace. Or, comme l'indique l'ARCEP, la majorité des coûts de la prestation de terminaison d'appel sont des coûts joints, en particulier sur les réseaux de nouvelle génération, c'est-à-dire partagés entre la terminaison d'appel et d'autres services sur lesquels les opérateurs sont en concurrence. Il est peu réaliste sur un marché aussi concurrentiel qu'un opérateur alternatif puisse durablement se maintenir avec une structure de coût inefficace. L'argument selon lequel un opérateur dont la part du marché de détail est faible, pourrait durablement maintenir des inefficacités dans sa structure de coût et la répercuter sur ses concurrents via sa terminaison d'appel, ne peut sérieusement être retenu.

A contrario, imposer une terminaison d'appel, fixée à un niveau inférieur aux coûts encourus par un opérateur alternatif, sans apporter une quelconque incitation à la croissance et à l'efficacité, ajoute un handicap financier supplémentaire aux multiples obstacles que représente l'emprise de France Télécom sur la boucle locale. Appliquer immédiatement et sans discernement la symétrie limite les capacités d'investissement des opérateurs alternatifs et les contraint à recouvrer en proportion plus de coûts sur le marché de détail que France Télécom. C'est par conséquent freiner la croissance de leur part de marché et contraire à l'objectif d'instauration d'une concurrence durable.

Au demeurant du fait des économies d'échelle significatives en particulier sur les NGN, le niveau de part de marché de France Télécom à plus de 70% ne peut être considéré



comme le niveau efficace de référence alors que ce niveau ne peut être atteint que par un acteur sur ce marché.

Si l'Autorité cherchait à fixer la terminaison d'appel au niveau maximisant l'efficacité de production, elle la positionnerait au niveau des coûts d'un opérateur en monopole disposant de 100% du marché de la téléphonie. Ce serait nier les objectifs même du cadre réglementaire européens prônant la concurrence par les infrastructures lorsque celles-ci sont raisonnablement duplicables.

Il semblerait donc plus légitime dans un objectif de conciliation entre efficacité productive et efficacité de fixer un niveau minimum de part de marché à atteindre (20-25 %) auquel correspond une terminaison d'appel générique applicable à l'ensemble des acteurs disposant d'une part de marché inférieure. Les acteurs disposant d'une part de marché supérieure devant être orientés vers les coûts d'un opérateur efficace de même taille. Dans une structure de marché à 4 ou 5 acteurs, la pression compétitive sur les prix conduira à une augmentation du surplus du consommateur malgré un coût unitaire de production supérieur à celui du monopole. A contrario, rien ne justifie le maintien d'une rente pour les opérateurs disposant de parts de marché supérieures.

Distorsion de concurrence

L'Autorité indique que des écarts de terminaison d'appel trop importants entraîneraient des risques potentiels de distorsion, et des problèmes sur les marchés de détail comme la différenciation des tarifs en fonction de la TA pratiquée.

Or actuellement, la structuration du marché de détail s'effectue sur des offres forfaitaires pour les appels vers les lignes fixes, quelque soit l'opérateur terminant l'appel, ce qui n'implique donc aucun problème de lisibilité tarifaire.

Par contre, du fait des offres forfaitaires et illimitées des opérateurs alternatifs et de leur utilisation lorsqu'aucune autre solution n'est possible de la présélection, les flux de trafic échangés entre eux et France Télécom demeurent très déséquilibrés. Ces déséquilibres ont au cours des trois dernières années provoqué des transferts de marge très significatifs au profit de l'opérateur dominant. Ces transferts représentent les réels distorsions de concurrence que l'ARCEP doit adresser et non l'hypothétique distorsion que générerait une asymétrie des terminaisons d'appel. Tant que la Terminaison d'appel de France Télécom reste significativement supérieure aux coûts d'un opérateur efficace, une asymétrie permet de limiter les transferts de marge et les distorsions de concurrence en résultant.

L'imposition aux opérateurs alternatifs d'un tarif symétrique à celui de France Télécom, sans mise en place d'une période de transition suffisante pour permettre aux opérateurs alternatifs de rentabiliser les investissements, serait a contrario source de distorsion de



concurrence pour ces opérateurs, en fixant leurs tarifs à un niveau inférieur à leurs coûts.

En conclusion, Bouygues Telecom considère que le contrôle tarifaire des opérateurs alternatifs, sur la période du cycle d'analyse, doit maintenir un différentiel entre les terminaisons d'appel des opérateurs alternatifs et celle de France Télécom.

2 Références de coûts

La définition du contrôle tarifaire des opérateurs qui sera mis en place par l'Autorité s'appuie sur des références de coûts d'un opérateur efficace. Pour déterminer ces coûts, l'Autorité utilise un ensemble de modèles de coûts dont la plupart sont basés sur l'architecture actuelle ou prospective du réseau de France Télécom.

Ainsi, l'ARCEP considère que les coûts de France Télécom sont une base pertinente pour définir les coûts d'un opérateur efficace, ce qui revient à considérer que la notion d'efficacité correspond en particulier aux technologies utilisées par France Télécom, à l'architecture mise en place par France Télécom, aux parts de marché de France Télécom, ...

Bouygues Telecom considère que les coûts issus de ces modèles ne peuvent servir de référence de coûts pour le contrôle tarifaire des opérateurs alternatifs, dans la mesure où les opérateurs ne disposent ni des mêmes économies d'échelle (cf supra) ni des mêmes économies d'envergure.

Par ailleurs, une symétrie de prix ne peut faire sens que si les prestations offertes sont comparables.

Or, les niveaux de raccordement et le nombre de points de raccordement dans le réseau de France Télécom (de l'ordre de 400) ne sont en rien comparables à ceux observés dans les réseaux des opérateurs alternatifs (quelques points), ce qui engendre des différences de coût d'accès à la prestation de terminaison d'appel. L'investissement nécessaire pour raccorder ces 400 points et avoir accès au tarif intra CA est proportionnellement très supérieur au coût de raccordement d'un opérateur alternatif. L'écart entre les deux prix doit correspondre à la différence du coût de



transport entre un point national et un NRA et du coût de transport entre un CA et un NRA.

En conséquence, le contrôle tarifaire défini par l'ARCEP pour les différents opérateurs ne peut aboutir à imposer un tarif symétrique entre France Télécom et les opérateurs alternatifs.

3 Perspectives sur la régulation des prestations de terminaison et de départ d'appel

L'Autorité s'interroge sur les évolutions de l'interconnexion au-delà du cycle d'analyse de marché considéré, et en particulier sur le maintien de l'équivalence entre la tarification du départ d'appel et celle de la terminaison d'appel.

Bouygues Telecom considère tout d'abord qu'il faut distinguer la tarification de la prestation de départ d'appel en fonction du service qu'elle permet de fournir :

- Départ d'appel vers les services à valeur ajoutée : la tarification mise en place doit intégrer une part des coûts commerciaux supportés par l'opérateur de boucle locale de manière à refléter un juste partage de la valeur du client et inciter ces opérateurs à l'investissement dans l'enrichissement des fonctions de réseau (localisation, Gestion des appels, contrôle parental...)
- Départ d'appel pour les produits de sélection du transporteur : dans le cadre de cette prestation, Bouygues Telecom considère que la distinction de sa tarification par rapport à celle de la terminaison d'appel doit dépendre de la méthodologie d'allocation des coûts retenue. Actuellement, la méthodologie d'allocation des coûts mise en place étant une approche en coûts complets, il est pertinent de maintenir une tarification identique entre les deux prestations. En revanche, si l'Autorité devait retenir par la suite une méthodologie qui ne prendrait plus en compte que les coûts variables dans la détermination de la prestation de terminaison d'appel, il conviendrait de distinguer la tarification de la prestation de départ d'appel. En effet, celle-ci devrait intégrer une part de coûts fixes devant être recouverts par l'opérateur de boucle locale.



4 Tarification de la terminaison d'appel

4.1 Sur la définition d'un tarif moyen ou de toutes les composantes

Actuellement, on observe que les tarifs de terminaison d'appel de l'offre de référence de France Télécom comportent plusieurs composantes (BPN, charge à l'appel, tarif à la minute, gradient horaire) alors que ceux des opérateurs alternatifs fixes sont en majorité des tarifs basés uniquement sur un tarif à la minute.

L'intérêt de la mise en place d'un encadrement tarifaire pluriannuel est la visibilité et la sécurité sur l'évolution des tarifs qu'il peut aux effectivement apporter aux opérateurs utilisant les services d'interconnexion soumis à cet encadrement.

Ainsi, si cet encadrement tarifaire doit être spécifié comme une contrainte sur un prix moyen calculé sur un panier type d'utilisation des différentes composantes tarifaires, cet intérêt ne peut exister qu'à la condition que les paniers de services qui sont définis et dont les tarifs doivent globalement respecter la baisse prédéfinie, reflètent effectivement les services utilisés par chaque opérateur.

En effet, si le panier défini regroupe un ensemble de services, qui ne seraient pas utilisés dans les proportions du panier, la visibilité que l'opérateur pourrait avoir sur l'évolution de ses coûts liés à ces services risque d'être faible : le mécanisme d'encadrement fournit une information sur l'évolution du tarif de l'ensemble du panier, mais ne permet pas de savoir comment le tarif propre à chacun des services va évoluer, puisque le principe même de plafond est de laisser l'opérateur régulé libre de la fixation de ses tarifs à l'intérieur du panier.

En conséquence, Bouygues Telecom est favorable à ce que l'encadrement tarifaire de France Télécom porte sur l'ensemble des composantes tarifaires, qui seul est à même de garantir la prévisibilité des coûts.

Bouygues Telecom a fait le choix sur d'accepter la livraison de trafic à destination des lignes fixe sur les faisceaux d'interconnexion construit sur son réseau mobile. Son offre comprend donc actuellement des BPN au tarif mobile dont le coût est déduit du tarif à la



minute "standard » du marché. Nous souhaitons que l'encadrement des terminaisons des opérateurs alternatifs nous laisse la possibilité de maintenir cette mutualisation.

Concernant l'encadrement des tarifs des opérateurs alternatifs un encadrement global basé sur un panier nous semble donc plus approprié s'agissant d'une obligation de prix non excessif.

4.2 Sur les poids respectifs de la capacité et de la minute

Bouygues Telecom n'est pas favorable à la mise en place d'un tarif à la capacité en remplacement d'un tarif à la minute.

Les coûts dédiés de raccordement aux réseaux NGN auxquels correspondent les BPN des réseaux monolithiques, recouvrent les ports d'accès sur les routeurs d'accès et les Session Border Controllers (SBC). L'unité de base de ces ports est le Gbits/s et du fait de la forte compression apportée par la VoIP permet de supporter un nombre de communications simultanées équivalente à plus de 1000 BPN. La composante récurrente recouvrant ces coûts de raccordement dédiés va donc décroître de façon très significative ainsi que le nombre de point de raccordement et le nombre de port nécessaire.

Le réel inducteur de coût d'un réseau monolithique (TDM) est le nombre d'Erlang à l'heure chargée; la minute n'est qu'une approximation de cet inducteur. Conserver la minute comme unité d'œuvre sur un réseau NGN ne sera pas nécessairement plus approximatif. De plus, une composante à la minute présente l'avantage par rapport à une tarification purement forfaitaire de ne pas déporter le risque d'une mauvaise estimation de l'usage des clients sur l'opérateur qui termine l'appel mais de maintenir la (bonne) gestion de ce risque chez l'opérateur à l'origine de ces usages.

4.3 Sur le gradient horaire

Comme indiqué précédemment, seule France Télécom applique des gradients horaires dans ses tarifs d'interconnexion. Par ailleurs, sur le marché de détail résidentiel, les tarifs des opérateurs n'intègrent pas de différenciation tarifaire, dans la mesure les offres sont généralement forfaitaires.



Bouygues Telecom

Bouygues Telecom soutient donc la suppression programmée du gradient horaire voire de la charge à l'appel qui reflète la généralisation d'offres de détail à la seconde dès la première seconde et sans modulation horaire. A ce titre, Bouygues Telecom n'envisage pas d'en introduire pour sa propre terminaison d'appel fixe.